

Le système Macron est un simulacre



[Source : Vu du Droit]

Par Régis de Castelnaud

La République est donc en danger, la France d'en haut nous le serine sans désespérer depuis quelques jours. En cause évidemment l'incident survenu à Tain-l'Hermitage où devant des caméras, Emmanuel Macron a été l'objet d'une tentative de gifle. Il faut rappeler que celui-ci est en tournée électorale a priori illégale pour soutenir les candidats de son pauvre parti aux élections régionales et départementales, dont on sait bien qu'elles risquent pour eux d'être cuisantes. De façon tout à fait calculée il s'est précipité tout sourire, affichant un salut bouddhiste et en bras de chemise, pour une séance de serrage de main des populations rassemblées pour l'acclamer. Comme d'habitude, les angles de prise de vue ont été choisis pour transformer visuellement une poignée de spectateurs en foule délirante. Il s'est alors malheureusement trouvé un hurluberlu pour vaguement souffleter le bateleur en inscrivant dans la réalité une envie qui démange au moins la moitié des Français, qui fort heureusement savent très bien qu'il ne faut surtout pas passer à l'acte. C'est alors que le bloc élitaire s'est précipité avec une jubilation trop visible sur cet incident pour annoncer les barbares aux portes et la République en danger. Le spectacle des informations télévisées témoignait de façon caricaturale l'homogénéité de ce bloc, où l'on voyait quelles que soient leurs tendances, politiques, journalistes, intellectuels tout occupés à rendre crédible un récit entretenant portant des rapports fort lointains avec la réalité. Séquence très intéressante dans la mesure où se déployait le paroxysme du simulacre auquel la France est confrontée depuis l'élection d'Emmanuel Macron. L'arrivée de celui-ci à la magistrature suprême de la Ve République n'a pu se réaliser que grâce à une opération s'apparentant à une forme de coup d'État au cours duquel toutes les règles garantissant la sincérité d'un scrutin ont été violées et où la justice est directement intervenue dans le processus électoral pour le fausser. Dès le départ la légitimité juridique et politique d'Emmanuel Macron était faible, et malheureusement son exercice du pouvoir n'a fait qu'aggraver cette situation problématique pour une démocratie comme la France. On a naturellement parlé de la théorie des deux corps du Roi et du comportement de Macron passant son temps à désacraliser sa fonction. Cela étant, il n'est pas le premier, Nicolas Sarkozy l'a abaissé, François Hollande l'a avili, mais Emmanuel Macron lui a fait les deux. Et si cela ne justifie pas de le frapper, cela explique pourquoi les réactions outrées et souvent ridicules du

mainstream n'ont pas trouvé grand écho sur les réseaux, où l'on ressentait, mon dieu quelle horreur, une certaine joie mauvaise voire parfois de la jubilation.

La question du simulacre s'est posée face à cette volonté unanime des commentateurs de la France d'en haut de dramatiser ce qui était répétons-le un incident, certes déplorable, mais un incident. Avec cette volonté de le transformer en un horrible attentat visant quasiment à renverser la république. Or ce qui caractérise le mandat d'Emmanuel Macron c'est que nous sommes en présence d'un mensonge. Non pas que celui-ci soit lui-même un imposteur, mais c'est tout son système qui est une imposture. Parfait inconnu sorti de nulle part, candidat choisi par la haute fonction publique d'État, adoubé par l'oligarchie, il n'avait absolument rien fait de significatif dans sa vie d'avant. Il a pourtant été propulsé à la tête de l'État par un concours de circonstances et depuis ce moment toutes les élites s'ingénient à faire comme si.

Comme si la France avait à sa tête un vrai chef d'État, on commente doctement ses prises de position contradictoires, on lui prête des pensées et une réflexion que manifestement il n'a pas. On décrit ses actions, aussi avilissantes soient-elles, comme autant d'opérations de communication maîtrisées, et on commente ses incontinences verbales à l'égal de sentences philosophiques. Ne parlons pas de son premier ministre et de ses efforts désespérés et infructueux pour échapper au ridicule, ou de ces membres du gouvernement proférant de façon métronomique âneries sur âneries. Avec naturellement une mention spéciale pour Dupond Moretti et Darmanin ministres d'État chargés des fonctions régaliennes démontrant avoir perdu tout sens de la réalité. Épargnons la pauvre Marlène Schiappa à qui on ne peut pas reprocher d'avoir perdu le sens du ridicule, elle ne l'a jamais eu.

Malgré cela, on fait semblant, comme si la France disposait d'un chef de l'État digne de ce nom. Prosternation, dramatisation, solennité, appels furieux à la répression, le traitement de la séquence de Tain-l'Hermitage par les hommes politiques, les grands médias et les commentateurs a atteint un sommet.

Sur ce point, mention particulière pour Jean-Luc Mélenchon, embarrassé par des collections de déclarations hors-sol, et exploitant sans vergogne sur la diversion provoquée par le geste imbécile.

Le patron de la France insoumise n'a pas été le dernier à hurler avec les loups : « Les barbares sont aux portes ! Intolérable violence ! La république en danger ! No pasaran ! » Entre autres inepties, il s'est fendu d'un tweet où tout est catastrophique : « *cette fois-ci vous commencez à comprendre que les violents passent à l'acte ? Je suis solidaire du président* ». Texte calamiteux, avec l'invention d'un danger fasciste, ce que son patron Lionel Jospin qualifiait de « théâtre », et le ralliement soi-disant républicain au fake-président. Il faut dire qu'il en avait grand besoin de cette diversion, après l'interview à France Inter, plus que maladroite avec ses parallèles hasardeux, voire pour certain carrément indécents. À laquelle est venu

s'ajouter une déclaration sur sa chaîne YouTube. Dans laquelle il prétendait que la panne géante sur les serveurs Orange qui avait perturbé l'utilisation entre autres, des numéros d'urgence, était probablement volontaire et destinée à justifier la privatisation de la société Orange ! Société déjà complètement privée depuis 2004, à la fin d'un processus enclenché par Lionel Jospin dont Jean-Luc Mélenchon était un des ministres ! Pour tenter de faire oublier ces impairs, première diversion avec la dénonciation d'une vidéo humoristique débile, prétendant y voir un appel au meurtre de sa personne. Ensuite ce sera la transformation de l'incident de Tain l'Hermitage en tentative de coup d'État fasciste. Cette surestimation de la violence est quand même un peu étrange pour quelqu'un qui n'a que Robespierre et la grande Révolution Française à la bouche. Dont on n'a pourtant pas le souvenir que sections parisiennes et sans-culottes furent d'une tendresse particulière avec leurs adversaires. J'ai eu le privilège de bien connaître d'abord des résistants à l'occupation nazie et ensuite de vrais révolutionnaires latino-américains dont certains y ont laissé leur peau, et avec lesquels Jean-Luc Mélenchon prétend une proximité. Sans vouloir faire parler les morts, j'imagine pourtant ce qu'ils auraient pensé de cette débauche de qualificatifs pour dénoncer ce qui n'est qu'un incident passablement ridicule. Et de cette façon de faire allégeance à un système et à son chef que l'on prétend combattre.

Mais finalement le plus dérisoire, c'est de voir Jean-Luc Mélenchon faire exactement ce qu'il reprochait au « système », c'est-à-dire utiliser et instrumentaliser incidents et faits divers (Merah !) à des fins électorales. Le voilà qui s'empare et monte en épingle ce qui n'est cette fois-ci réellement qu'un incident, pour le transformer en drame national, essayer de se retaper au plan électoral en faisant oublier ses interviews calamiteuses et se posant en victime.

Après Macron le fake président, Mélenchon le fake opposant ?